

Questions orales

DEMANDE D'ABAISSEMENT DE LA TAXE FÉDÉRALE

M. Mel Gass (Malpègue): J'ai une question supplémentaire à poser au même ministre. Le ministre des Finances déclare que la taxe sur l'essence, qui est la raison pour laquelle elle se vend si cher, est due en partie à la taxation provinciale. Nous savons tous que la taxe provinciale est une taxe *ad valorem*, qu'elle est calculée sur le prix de l'essence fixé par le gouvernement fédéral. Si le gouvernement fédéral désire diminuer le prélèvement provincial, il faut qu'il commence par réduire sa propre taxe, et la taxe provinciale baissera automatiquement.

• (1420)

Des voix: Bravo!

M. Gass: Quand le gouvernement va-t-il faire ce premier pas pour rendre l'essence moins chère aux Canadiens, réduire la taxe dont il la frappe, pour que les gouvernements des provinces emboîtent automatiquement le pas en réduisant la leur?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, le député devrait savoir que ces taxes *ad valorem* ont été adoptées après que le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces productrices se furent mis d'accord pour que les consommateurs canadiens payent des prix moins élevés que les prix internationaux. Cela devait apporter un répit aux consommateurs, mais ils n'ont pu en profiter parce que les gouvernements provinciaux sont intervenus, qu'ils ont imposé une taxe *ad valorem* qui a privé les consommateurs du répit prévu par l'accord énergétique.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA DEMANDE DE STIMULANTS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, j'ai une question à poser au premier ministre, qui a rencontré récemment les premiers ministres provinciaux pour discuter de l'économie. Des données publiées il y a quelques jours par Statistique Canada montrent que les investissements au Canada baisseront probablement de quelque 2.5 milliards de dollars cette année par rapport à l'année dernière. Cette baisse entraînera la perte de milliers d'emplois.

Ma question porte sur les préoccupations qui ont été formulées au premier ministre par les premiers ministres provinciaux d'au moins trois régions du Canada, à savoir la région de l'Atlantique, le Canada central et l'Ouest. Ces premiers ministres provinciaux ont tous demandé instamment au premier ministre du Canada d'instaurer immédiatement des stimulants afin de créer les emplois dont l'économie canadienne a le plus grand besoin.

Étant donné que les députés de mon parti ont réclamé la même chose à la Chambre ces derniers mois, et étant donné que des premiers ministres provinciaux représentant trois régions différentes du Canada en ont fait de même, je demande au premier ministre du Canada de nous prouver qu'il est sérieux au sujet de la création d'emplois et de s'engager à lancer des stimulants de grande envergure.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député est victime d'une histoire fabriquée de toutes pièces par quelqu'un. Nous n'avons discuté de rien de ce genre.

LES DISCUSSIONS À LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je n'irai pas par quatre chemins. Ou bien le premier ministre trompe la Chambre, ou bien c'est moi qui ai été trompé par deux premiers ministres provinciaux, qui m'ont parlé directement des positions qu'ils ont défendues.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Je le dis tout net, compte tenu de ce qui s'est passé à la Chambre ces derniers jours, je crois que ce sont les premiers ministres provinciaux qui disent vrai.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Je demande au premier ministre de tirer cela au clair. Affirme-t-il à la Chambre qu'au cours de cette rencontre entre lui-même et les premiers ministres provinciaux, aucun de ces derniers n'a pressé le gouvernement du Canada de stimuler fortement l'économie afin de créer des emplois?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, comme d'habitude, certaines provinces demandaient au gouvernement fédéral de leur donner de l'argent pour qu'elles puissent le dépenser à leur guise. Voilà en quoi elles demandaient au gouvernement fédéral de dépenser davantage d'argent pour la création d'emplois.

Je leur ai dit, et je le répète à l'intention du député, que depuis le dernier budget de juin, nous avons consacré plus de deux milliards de dollars à des programmes de création d'emplois. Nous n'avons pas à donner de l'argent aux provinces pour qu'elles le dépensent à leur guise. Elles peuvent dépenser leur propre argent. Elles lèvent leurs propres impôts. Même les deux premiers ministres provinciaux auxquels le député a parlé devraient le savoir, et s'ils ne le savent pas, le député aurait dû le leur dire.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Madame le Président, nous avons eu une démonstration remarquable de la perception qu'a le premier ministre de la vérité. Dans sa première réponse, aucun premier ministre n'avait rien demandé de tel. Dans sa deuxième réponse, il avoue que certains d'entre eux l'ont fait.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Silence, vous là-bas, dans l'arrière-banc!

M. Chrétien: C'est votre imagination qui vous joue des tours.

M. Broadbent: Je vais m'exprimer posément, mais clairement. Je voudrais demander au premier ministre de faire le vœu, cette année, de faire de son mieux pour toujours dire la vérité à la Chambre des communes d'ici la fin de 1983.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Le plus tôt sera le mieux pour . . .